

Entretien avec Thierry Burkart

«L'école inclusive a échoué»

Son président veut faire du PLR le parti de l'éducation. Il explique ce qui doit changer dans l'enseignement obligatoire.

Alexandra Aregger

Le PLR a perdu les dernières élections. À sa tête, Thierry Burkart veut redéfinir les fondements et objectifs du parti, espérant ainsi marquer des points auprès d'un électeurat plus large et sortir de la spirale descendante. Pour ce faire, il s'attaque au thème de l'éducation.

Le conseiller aux États argovien veut placer son parti au centre du débat et présentera à l'assemblée des délégués de samedi prochain un texte sur l'enseignement obligatoire. Ce document énumère une vingtaine de revendications sur la manière dont l'école devrait être réformée du point de vue du PLR: suppression de l'école inclusive, instauration de classes spéciales pour les enfants de langue étrangère, moins de bureaucratie, des sanctions plus sévères contre les perturbateurs et l'abolition des idéologies dans les salles de classe.

«Une école obligatoire à bout de souffle», c'est ainsi que vous titrez votre texte...

La société exige de plus en plus de l'école obligatoire. De nombreux problèmes, des tendances - pas toujours les bonnes - arrivent jusque dans les préaux. Nous devons mettre un terme à cela. Le cœur de l'école est sa mission éducative. Les élèves doivent acquérir des compétences élémentaires qui ne sont plus garanties aujourd'hui. Le niveau d'éducation a fortement baissé ces dernières années.

Si les compétences de base sont si alarmantes, c'est aussi la faute de la politique. Elle bureaucratise l'école avec toujours plus de réformes.

C'est vrai et c'est donc aussi à la politique de changer d'orientation et de redresser la barre. Les écoles sont submergées par des réformes qui s'enchaînent au lieu de se concentrer sur leur mission première. L'accent doit être mis sur la transmission des compétences de base. Cela rendrait le métier d'enseignant à nouveau attractif.

Qu'impliquerait une telle réforme scolaire?

Mettre en pause l'école inclusive. Elle est un véritable échec. Selon un sondage de l'Union du corps en-



«Des idéologies parfois douteuses sont diffusées dans les écoles», selon Thierry Burkart.

seignant de Bâle-Campagne, la majorité des professeurs partagent cet avis. Les enfants ayant des difficultés sont défavorisés. L'enseignement régulier est entravé et les élèves plus forts laissés pour compte. Le nombre élevé de spécialistes présents dans les classes agite et perturbe le bon déroulement des leçons. Les multiples examens et thérapies conduisent à une pathologisation des enfants.

C'est donc une erreur d'avoir introduit l'école inclusive?

J'étais déjà très sceptique il y a vingt ans, mais il y avait de bonnes raisons de tenter l'expérience. Maintenant, nous devons être honnêtes et admettre que cela n'a pas fonctionné. Même avec plus de moyens, nous n'aurions pas atteint les objectifs. Mais si chaque enfant reçoit l'éducation dont il a besoin, nous augmentons le taux de réussite scolaire et l'égalité des chances. Il ne faut pas la même école, mais la bonne école pour tous.

Le PLR veut des classes spéciales aussi pour les enfants de langue étrangère...

Nous sommes convaincus qu'une langue commune est essentielle à l'intégration et à la réussite. Si les enfants de langue étrangère reçoivent d'abord des cours intensifs d'allemand ou de français avant d'entrer dans la classe dite normale, les aptitudes linguistiques de l'ensemble s'améliorent. Les enfants allophones sont alors capables de suivre et d'éviter l'échec dans les autres matières.

Vous dénoncez des conditions de travail parfois intolérables...

Les professeurs méritent le respect. Les insultes, les menaces et

les intimidations ont massivement augmenté dans les écoles, c'est très choquant. Une enquête de l'association faïtière des enseignants suisses révèle des chiffres effrayants. Cette situation est intenable. Nous avons besoin d'outils pour mieux les protéger contre l'agression, qu'elle vienne des parents ou des élèves.

Que proposez-vous?

Il faut des sanctions sévères contre les élèves perturbateurs, mais aussi contre les parents dont le comportement est inacceptable. Je pense par exemple à des mutations. En outre, il faut mettre en place des services de signalement. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés et attendre que des situations dramatiques se produisent, comme c'est trop souvent le cas en France.

Vous soulignez l'importance des compétences de base. Concrètement, à quoi renoncer au profit de la lecture, de l'écriture et des maths?

Je ne suis pas exemple pas pour l'allemand ou l'anglais précoces. La langue maternelle des enfants en pâtit. Nous devrions supprimer ces matières au niveau primaire et ne commencer les langues étrangères qu'au secondaire.

Vous dénoncez l'influence idéologique dans les écoles...

Aujourd'hui, des idéologies et des visions du monde parfois discutables sont répandues dans les écoles. La matière enseignée devrait être transmise de la manière la plus neutre possible. Dans les manuels au programme, on fait par exemple de la publicité pour le syndicat Unia ou on décrit Alfred Escher comme ayant tiré profit de

l'esclavage. Les enfants doivent aussi «traduire» des textes dans un langage inclusif. Cela va tout simplement trop loin. Les contenus scolaires doivent être examinés plus attentivement et les élèves se forger leur propre opinion.

Vaud et Genève: deux polémiques

À Genève, une école a voulu renommer la Fête des mères en Fête des gens qu'on aime. Anne Hiltbold a demandé de revenir en arrière. À juste titre?

Il faut être clair: l'école ne doit pas être influencée idéologiquement. Par conséquent, je ne peux que saluer la rapide intervention de notre conseillère d'État.

Dans le canton de Vaud, son homologue, Frédéric Borloz, a suscité la polémique en refusant les débats politiques dans les écoles. Soutenez-vous cette décision?

Frédéric Borloz n'a pas interdit les débats, il a introduit une trêve dans les débats avant des élections, pour éviter la «pêche aux voix» dans les classes. Il a appliqué la loi, qui dit que l'école est neutre. Les classes ne doivent pas être soumises à une quelconque influence idéologique. En revanche, il faut renforcer l'enseignement de la citoyenneté, du système politique et de l'histoire de notre pays. Ce n'est qu'en comprenant notre pays que les enfants et les jeunes auront les outils nécessaires pour devenir des acteurs au sein de notre démocratie. **FQU**

Kim reçoit Poutine en grande pompe à Pyongyang

Diplomatie
Corée du Nord et Russie ont signé mercredi un «partenariat stratégique global», prévoyant une assistance mutuelle en cas d'«agression».

La Corée du Nord et la Russie, qui «luttent ensemble» contre l'«hégémonie» américaine, ont signé mercredi un accord de défense mutuelle, a annoncé Vladimir Poutine, qui a remercié son hôte à Pyongyang Kim Jong-un pour son soutien dans sa guerre contre l'Ukraine. Reçu en grande pompe, le président russe a par ailleurs estimé que les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU visant les Nord-Coréens pour leur programme nucléaire, «inspirées par les États-Unis et leurs alliés», devaient être «réexaminées».

«La Russie et la Corée mènent toutes deux une politique étrangère indépendante et n'acceptent pas le langage du chantage et du diktat», a déclaré Poutine, dans un clair avertissement aux Occidentaux. Le chef de l'État russe a qualifié l'accord de «document véritablement révolutionnaire», ajoutant que la Russie «n'excluait pas pour elle-même une coopération militaire-technique» avec Pyongyang. Le dirigeant nord-coréen a de son côté assuré que l'accord était «exclusivement pacifique et défensif».

Le gouvernement nord-coréen «exprime son entier soutien et sa solidarité au gouvernement, à l'armée et au peuple russes dans la conduite de l'opération militaire spéciale en Ukraine pour protéger la souveraineté, les intérêts de sécurité et l'intégrité territoriale», a en outre dit Kim à Poutine.

«Nous sommes reconnaissants aux dirigeants et au peuple de la République populaire démocratique de Corée s'agissant de la situation en Ukraine. Aujourd'hui, nous luttons ensemble contre les pratiques hégémoniques et néocolonialistes des États-Unis et de leurs

satellites», a en retour lâché le chef du Kremlin.

Premier séjour

Il s'agit du premier séjour en Corée du Nord de Poutine en vingt-quatre ans et de la deuxième rencontre avec Kim en moins d'un an. En septembre 2023, Kim Jong-un était allé en train blindé dans l'extrême est de la Russie pour un sommet avec le président russe. Moscou et Pyongyang sont alliés depuis la fin de la guerre de Corée (1950-1953), mais se sont rapprochés depuis l'opération militaire russe déclenchée en Ukraine en février 2022.

«La Russie a besoin du soutien de la Corée du Nord en matière d'armes en raison de la guerre prolongée en Ukraine, tandis que la Corée du Nord a besoin du soutien de la Russie en matière de nourriture, d'énergie et d'armes de pointe pour alléger la pression des sanctions», a commenté Koh Yuhwan, professeur émérite d'études nord-coréennes à l'Université de Dongguk, à Séoul. Selon lui, le gouvernement russe reste toutefois prudent et ne veut pas «brûler complètement les ponts avec des pays comme la Corée du Sud».

Américains et Européens s'inquiètent pour leur part depuis des mois du rapprochement accéléré entre Moscou et Pyongyang, accusant les Nord-Coréens de livrer massivement des munitions et des missiles à la Russie. En échange, selon Washington et Séoul, la Russie a fait bénéficier la Corée du Nord de son expertise pour son programme de satellites et envoyé de l'aide pour lutter contre les pénuries alimentaires.

Le soutien de Vladimir Poutine permet à Kim Jong-un d'«amoindrir sa dépendance» à l'égard d'un autre allié clé, Pékin, insiste Vladimir Tikhonov, professeur d'études coréennes à l'Université d'Oslo. Dans le même temps, le chef de l'État russe «obtient un accès sécurisé aux obus d'artillerie de type soviétique dont il a besoin en énormes quantités aujourd'hui», d'après cet expert. **AFP**



Vladimir Poutine et Kim Jong-un ont affiché leur entente mercredi dans la capitale nord-coréenne. EPA/SPUTNIK/KREMLIN POOL

Mesure prolongée

Travail Les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail seront versées durant au maximum dix-huit mois, contre douze actuellement. Le but? Contrer une hausse du chômage. La mesure adoptée par le Conseil fédéral mercredi sera en vigueur du 1^{er} août 2024 au 31 juillet 2025. **ATS**

La lutte se poursuit

Cybercriminalité La Confédération et les cantons doivent poursuivre leurs efforts pour mieux lutter contre la cybercriminalité. Le Conseil fédéral a adopté un rapport soulignant plusieurs défis, tels que la nécessité de coordonner la prévention et la répression, au niveau national comme international. **ATS**

Le TarMed sera remplacé en 2026

Tarifs médicaux
Le Conseil fédéral a approuvé mercredi le TarDoc et les premiers forfaits ambulatoires.

La structure tarifaire pour l'ambulatorio TarMed, obsolète, sera remplacée en 2026. Introduite en 2004, elle n'a jamais été entièrement révisée. Elle est jugée dépassée et doit être «impérativement» remplacée, a indiqué mercredi la ministre de la Santé, Elisabeth Baume-Schneider, devant les médias. Une demande qui émane également du parlement.

Plusieurs sénateurs ont rap-

peuté jeudi dernier que le TarMed ne correspondait plus aux prestations médicales ou à la réalité. Le gouvernement a donc approuvé les deux structures proposées par les partenaires tarifaires. Selon lui, elles sont «bientôt prêtes» à être introduites.

Des points et des forfaits

Le TarDoc, élaboré par la faïtière des assureurs Curafutura et l'organisation des médecins FMH, est un tarif à la prestation qui repose sur la même construction que le TarMed. La rémunération des prestations est définie par points tarifaires. Leur valeur est fixée au niveau cantonal. Le coût d'une même prestation varie donc de canton à canton. Le TarDoc permet une fac-

turation plus précise des durées de consultation et tient mieux compte des spécificités et des besoins de la médecine de famille.

Les forfaits dans l'ambulatorio, portés par SantéSuisse et les Hôpitaux H+, sont inspirés du système DRG utilisé dans le stationnaire. Ils permettent de simplifier les factures et de limiter les incitations à accroître les quantités de prestations facturées. Les prix peuvent être fixés au niveau cantonal, régional ou national.

Les deux structures ont été présentées séparément au Conseil fédéral et doivent maintenant être réunies. Il s'agit notamment de présenter un concept unique pour la neutralité des coûts. **ATS**

Le chiffre

922

Le nombre de morts comptabilisés jusqu'à présent lors du hadj, le grand pèlerinage à La Mecque, la semaine dernière en Arabie saoudite. La plupart ont succombé à la canicule - les températures ont atteint les 51,8°C - et étaient de nationalité égyptienne. Les autorités saoudiennes ont affirmé dimanche avoir traité plus de 2000 pèlerins souffrant de stress thermique, sans fournir d'informations sur des décès. Environ 1,8 million de personnes ont participé au hadj cette année, la plupart venues de l'étranger. **AFP**

France

Émoi après le viol antisémite d'une ado de 12 ans

Le viol d'une ado de 12 ans par deux ados de 13 ans, inculpés et écroués mardi soir pour viol en réunion, menaces de mort, injures et violences antisémites, a suscité une vive émotion dans la communauté juive et au-delà, sur fond de recrudescence des actes antijuifs. En pleine campagne des législatives, le RN, qui caracole en tête, a pointé mercredi du doigt la responsabilité de «l'extrême gauche» dans la «stigmatisation des juifs». Régulièrement accusé par ses opposants de tenir des propos ambigus à ce sujet, le leader LFI Jean-Luc Mélenchon a dénoncé mercredi «le racisme antisémite» après ce viol. **AFP**